



**PRÉFÈTE  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°**

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

**20 26 05 7 1**

**ARRÊTÉ N°**

**actualisant les prescriptions applicables**

**Société CONSTELLIUM à Issoire**

La Préfète du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**Vu** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

**Vu** le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Allier aval approuvé par arrêté du 13 novembre 2015 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique 1435 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1530 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2560 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2561 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2575 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 2662 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2714 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2791 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2921 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2925 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2940 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 4110 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 4130 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 mai 2001 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 4610 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 mai 2001 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 4620 ;

**Vu** la décision d'exécution de la commission européenne du 13 juin 2016 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, dans l'industrie des métaux non ferreux publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 30 juin 2016 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 05/02508 du 8 juillet 2005 modifié par les arrêtés du 22 mai 2008, du 15 novembre 2011, du 21 mars 2014 et du 21 mai 2021 autorisant la société PECHINEY RHENALU, devenue société CONSTELLIUM, à exploiter un établissement de transformation de l'aluminium sur le territoire de la commune d'Issoire ;

**Vu** le courrier du 3 mai 2021 concernant la mise en place d'une nouvelle tour aéroréfrigérante appelée TAR SUD dans la société Constellium ;

**Vu** le courrier du 29 janvier 2021 concernant la réutilisation de chutes d'aluminium recouvertes de films plastiques dans les fours de fusion de la société Constellium ;

**Vu** le dossier du 20 avril 2023 concernant la création de stockage d'eau afin de réaliser un soutien d'étiage par la société Constellium lors des périodes de sécheresse sur le rivièrè Allier ;

**Vu** le courrier du 25 septembre 2023 concernant le raccordement du système de refroidissement du four F132 à la tour aéroréfrigérante appelée TAR SUD dans la société Constellium ;

**Vu** l'étude de danger mise à jour version 4 du 29/03/2024 complétée par le courriel du 30 octobre 2024 comprenant l'étude détaillée des phénomènes dangereux relatifs au chlore dans la société Constellium ;

**Vu** le porter à connaissance de juin 2024 complété par un courrier du 24 septembre 2024 concernant l'ajout d'un nouveau four de recuit appelé F81, le remplacement de l'ancienne tour aéroréfrigérante TER CHABAL par trois nouvelles tours et l'installation d'une TAR Airware afin de réutiliser les eaux de coulées de cet atelier ;

**Vu** l'inventaire des sources diffuses dans l'air du 30 janvier 2023 et le rapport de mesure des émissions diffuses des installations du 18/03/2024 dans la société Constellium ;

**Vu** l'inventaire des flux de polluants dans les effluents aqueux du 11 mars 2024 de la société Constellium ;

**Vu** le courriel du 2 août 2024 demandant l'actualisation du tableau de classement et certains points des arrêtés préfectoraux régissant le site Constellium ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance de mars 2025 demandant l'extension de l'atelier Airware, tranche 3 et le courrier préfectoral du 2 avril 2025 autorisant l'extension de cet atelier ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 19 mars 2026 ;

**Vu** le courrier de remarques du demandeur sur le projet d'arrêté en date du 24 mars 2026 ;

**Considérant** que depuis 2021, diverses modifications ont été mises en œuvre sur le site, avec information préalable du Préfet ;

**Considérant** que ces modifications ne constituent pas des modifications substantielles mais nécessitent une actualisation des prescriptions applicables ;

**Considérant** l'importance des volumes d'eau prélevés par CONSTELLIUM ISSOIRE dans le milieu naturel et la nécessité de prolonger les réductions engagées sur les dernières années, au regard des tensions existant sur la ressource ;

**Considérant** que les modifications multiples des émissions du site depuis la réalisation de l'étude de risque sanitaire de 2008 ainsi que le statut IED du site induisent la nécessité de mise en jour de l'étude quantitative des risques sanitaires en réalisant une démarche intégrée comprenant une interprétation de l'état des milieux ;

**Considérant** que l'exploitant a mis en œuvre des moyens pour protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et assurer la maîtrise des effets et inconvénients de ses installations ;

**Considérant** que ces moyens apparaissent acceptables pour protéger les intérêts susvisés ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

### Article 1.1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société CONSTELLIUM ISSOIRE (SIRET : 67201408100158) dont le siège social est situé rue Yves Lamourdedieu, ZI des Listes, 63500 Issoire est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune d'ISSOIRE, (coordonnées Lambert 93 X=719946 Y=6495192), d'un établissement de transformation de l'aluminium.

### Article 1.1.2 - MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes modifient celles imposées par les arrêtés préfectoraux ci-dessous référencés :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles	Nature des modifications
AP n°05/0258 du 8 juillet 2005	L'ensemble des articles à l'exception du chapitre 1 autorisant l'exploitation des installations	Suppression
APC n° 08/01867 du 22 mai 2008	L'ensemble des articles à l'exception de l'article 1 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations	Suppression
APC n° 11/02464 du 15 novembre 2011	L'ensemble des articles à l'exception de l'article 1 autorisant l'exploitation des installations	Suppression
APC n° 14/00490 du 21 mars 2014	L'ensemble des articles à l'exception de l'article 1 autorisant l'exploitation des installations	Suppression
APC n° 18/01468 du 12 septembre 2018	L'ensemble des articles	Suppression
APC n° 21/0897 du 21 mai 2021	L'ensemble des articles à l'exception de l'article 1 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations	Suppression

### Article 1.1.3 - LOCALISATION ET SURFACE OCCUPÉE PAR LES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont situées sur le territoire de la commune d'Issoire et sont référencées : n° 355, 355, 358, 613 à 623, 626, 627, 628, 630, 652, 653 section BE du plan cadastral.

### Article 1.1.4 - AUTORISATIONS EMBARQUÉES

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre en application de l'article L. 229-6 ;
- La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R229-5 du code de l'environnement :

Activité	Gaz à effet de serre concerné
Production d'aluminium secondaire, lorsque des unités de combustion dont la puissance thermique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production ou transformation de métaux non ferreux, y compris la production d'alliages, l'affinage, le moulage en fonderie, etc., lorsque des unités de combustion dont la puissance thermique totale de combustion (y compris les combustibles utilisés comme agents réducteurs) est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone

## Article 1.1.5 - INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE ET SOUMISES A DÉCLARATION, ENREGISTREMENT OU AUTORISATION

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

### Chapitre 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'Installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1435.2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules	2 installations de distribution de gazoil (générale + Airware)	1 500 m³	DC
1530.2	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public	12 aires de stockage	2 000 m³	DC
2560.1	Travail mécanique des métaux et alliages à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation	Ensemble des équipements : scies, scalpeuses, cisailles, tours, perceuses, planeuses 2 laminoirs à froid : L5/6 et L8 3 laminoirs à chaud : L204, L1, L2/3/4 3 scies : 2x145 + 345 = 635 kW	74,1 MW	E
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Fours de trempé, recuit, revenu et homogénéisation 55 fours industriels (gaz ou électriques)	70 MW	DC
2562.1	Chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus Volume du bain	Four à bain de sels de l'atelier tôlerie (nitrate de sodium) appelé F71	39 000 litres	A
2563-1	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface	• 1 bac de désoxydation (acide nitrique / sulfate de sodium) du four à bains de sels (tôlerie : 38 000 litres) • 1 station soude de l'atelier de filage : 1 900 litres • six fontaines de dégraissage: 500 litres	40 400 litres	E
2565-2-a	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique	• 1 station de chromage (tôlerie) : 22 000 l • activités de macrographie SMQ: 3000 l	25 000 litres	E
2575	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565	puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation	500 kW	DC
2662.2	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510	6 aires de stockage	350 m³	D
2713.1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.	Parc de stockage des déchets d'aluminium : - Parc à copeaux : 400 m² - Parc déchets d'aluminium : 14 850 m² - 2 stockages couverts de copeaux Al-Li : 3 200 m²	18 450 m²	E

2714.2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	Plusieurs bennes de bois et de papiers/cartons	800 m³	D
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971	Four de déshuilage des copeaux avant refusion (F132) Four de dégrillage (F133) Four F130 pour le traitement de copeaux 15 000 tonnes de copeaux par an	36 t/j	A
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	Installations de combustion alimentées au gaz naturel 19 chaudières : 7,4 MW 3 étuves : 4,2 MW	11,6 MW	DC
2921.1.a	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	8 tours aéroréfrigérantes dont : - atelier fonderie : tour Chabal (en trois parties) de 22 500 kW - atelier tôles fortes : 4 tours: Four 212/219 de 481 kW, four 230 de 963 kW, four 233 de 1150 kW, four 235 de 612 kW - atelier filage : tour four 311 de 612 kW - Fonderie : TAR SUD de 12 976 kW - Airware : TAR AW de 1768 kW	41 062 kW	E
2925.2	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW	Ateliers de charges d'accu : 171 kW Bornes électriques véhicules électriques: 148 kW	319 kW	D
2940.2.b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés)	Bombes aérosols, encres, colles diverses	20 kg/j	DC
3250-3-a rubrique principale IED	Production, transformation des métaux et alliages non ferreux : Fusion, y compris alliage, incluant les produits de récupération et exploitation de fonderies, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Fabrication par coulée de plateaux et billettes : 1 500 t/jr dont four scepter de traitement des crasses F130 Fusion Al-Li (atelier Airware) : 110 t/jr	1 610 t/j	A
4110.2.a	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés - substances et mélanges liquides	Stockage d'acide fluorhydrique	100 kg	DC
4120.2.a	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition - substances et mélanges liquides	Eaux chromatées Bain d'acide chromique	10,5 t	A
4130.2.b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation - substances et mélanges liquides	Acide nitrique	6,2 t	D
4440.2	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3	Bain de sels avec nitrate de sodium Nitrate de sodium stock Déchets nitrate + Autres (sels de chromage HCR 840)	142,91 t	A
4510.2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Synative ALS: 6,1 t Boues de sortie centrifugeuse AP02: 13t Accumulateurs au plomb: 0,5t Poussières de filtration des fumées : 25t Graisses diverses : 1 t	46,6 t	DC

4511.1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	Socosolv Scorie saline AW Scorie saline conventionnelle	203 t	A
4610.2	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau)	Stockage de lithium neuf (atelier Airware)	20 t	DC

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime de classement
4710.1	Chlore (numéro CAS 7782-50-5)	Voir annexe 1	A

Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	10 piézomètres (surveillance de l'état des eaux souterraines) 8 forages (prélèvement eau de nappe)	voir partie 3.4.1	D
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).	8 forages 1 pompage dans la rivière Allier	voir partie 3.1.1	D
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau	digue de protection contre les inondations	voir partie 5.5	A
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non: 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Deux bassins de stockage et restitution d'eau au Nord	47200 m <sup>3</sup>	D

(\*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

#### Article 1.2.1 - RÉGLEMENTATION SEVESO

L'établissement relève du statut « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est seuil **bas** par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement par règle de cumul tel que défini au point II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement :

- relative aux dangers pour la santé les rubriques 4110, 4710 et 4734,
- relative aux dangers physiques pour la rubrique/les rubriques 4331, 4440, 4441, 4710, 4719, 4725 et 4734.

## **Article 1.2.2 - RÉGLEMENTATION IED**

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3250 relative à la transformation de métaux non ferreux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF NFM. L'établissement réalise également des activités relevant des BREF transversaux ROM, ICS, ECM, EFS et ENE.

Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

L'exploitant transmet dans le même temps le rapport de base complet comprenant la liste définitive des substances dangereuses pertinentes (SDP), ainsi que les résultats des investigations.

Les résultats sont synthétisés et font l'objet d'une analyse critique et d'une discussion sur leur incertitude. Ces éléments sont transmis sous un an à l'inspection des installations classées à compter de la notification du présent arrêté. Si les éléments transmis font apparaître une pollution notable nécessitant d'engager des suites afin de caractériser la pollution et d'étudier ses impacts, l'exploitant informe l'inspection du plan d'action proposé.

## **Chapitre 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

### **Article 1.3.1 - DESCRIPTIONS DES ACTIVITÉS**

L'établissement, objet de la présente autorisation est spécialisé dans la transformation de l'aluminium en demi-produits (tôles fortes, tôles minces et moyennes, bobines, profilés, barres, produits de fonderie) à partir de métaux purs, d'alliages mères, de déchets d'aluminium et de chutes de fabrication. L'usine s'étend sur une superficie de 90 ha dont environ 53 ha est couverte.

Elle compte principalement 4 ateliers :

- la fonderie qui comprend 5 lignes de fusion (gaz naturel) et de coulée, un atelier de traitement thermique et de parachèvement,
- l'atelier tôles fortes (laminage à chaud des plateaux pour fabrications de tôles épaisses, traitement thermique, usinage) et de filage (fabrication de barres et profilés),
- l'atelier tôlerie (laminage à chaud, laminage à froid pour fabrication de tôles ou bobines de faible épaisseur, traitement thermique et parachèvement)
- l'atelier dédié à la fusion d'alliages Al-Li (Airware, comprenant trois tranches) et le recyclage avec un atelier spécifique dédié à la refusion copeaux (gaz/induction) et un four de traitement des crasses (gaz naturel).

L'établissement comprend, en outre, un atelier de chromage des cylindres de laminage, un parc à déchets d'aluminium pour valorisation, différents fours à gaz ou électriques de revenu, de recuit, d'homogénéisation répartis dans les ateliers et des installations de trempe, une station de stockage et de distribution de chlore pour le traitement du métal en fonderie ainsi que deux bassins de stockage d'eau.

Les productions maximales autorisées sont :

- Secteur fonderie : 250 000 tonnes/an de produits coulés
- Secteur tôles fortes et filage : 80 000 tonnes/an et 6000 tonnes/an respectivement
- Secteur tôlerie : 70 000 tonnes/an
- Secteur fusion Al-Li et recyclage copeaux et crasses: 38 000 tonnes/an et 26 000 tonnes/an respectivement

## **Chapitre 1.4 - IMPLANTATION**

L'exploitant doit informer l'inspecteur des installations classées de toute cession de terrain et de tout projet de construction ou d'aménagement parvenu à sa connaissance lorsqu'ils sont à l'intérieur des zones d'effets, telles que définies par son étude de dangers.

## Chapitre 1.5 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## Chapitre 1.6 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice des autres législations ou réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

## Article 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

### Chapitre 2.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### Article 2.1.1 - CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Les caractéristiques (hauteur, section au débouché) des cheminées sont conformes aux dispositions des articles 52 à 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Les principaux points de rejets (hors traitement thermique) sont les suivants :

Atelier fusion (ou fonderie)

N° Point de rejet	Installations	Nature des rejets	Traitements
3	Fours de fusion F109, F111, F112, F124 et F128	Poussières, métaux, NOx, dioxines	Traitement des fumées par injection de chaux et de charbon actif puis par filtre à manches (AP115 et AP116)
4	Fours de maintien F109, F111, F112, F124 et F128	Poussières, HCl, Métaux (dont Zn), NOx, dioxines	Filtre Granivore : quench + lavage des gaz à la soude pour déchloration + filtre électrostatique
5	1 étuve fours de fusion	Poussières, NOx, SOx, CO, COV, métaux	Effluent brut sans traitement

Atelier tôlerie

N° Point de rejet	Installations	Nature des rejets	Traitements
6	Laminoir à froid L5-6	COV, poussières	Filtre à choc (dévesiculeur)
7	Planage sous tension Tolerie LG24	COV, poussières	Effluent brut sans traitement
8	Débitage planage Tolerie LG41	COV, poussières	Effluent brut sans traitement
9	Laminage à chaud L1	COV, poussières	Effluent brut sans traitement
10	Laminage à chaud L2/3/4	COV, poussières	Effluent brut sans traitement
10 bis	Four de recuit F81	COV, CH4, CO, NOx, poussières	Oxydateur thermique
11	Four à bain de sel F71	Vapeurs acides	Effluent brut sans traitement
12	Installation de chromage	Cr, Cr VI, F-, Acidité (H+)	Tour de lavage par pulvérisation d'eau

Atelier tôles fortes : Néant

Atelier Airware :

N° Point de rejet	Installations	Nature des rejets	Traitements
1	Four de refusion des crasses (F130)	Poussières, métaux, HCl, COV, NOx, dioxines, CO, HF, Cl2	Filtre LUHR : cyclone + Filtre à manches avec neutralisation à la chaux
2	Four de recyclage des copeaux (tunnel de grillage F133 et four à induction F132)	Poussières, métaux, HCl, COV, NOx, dioxines, CO, HF, Cl2	Filtre LUHR : cyclone + Filtre à manches
13	2 fours à induction Airware F136 et F137 (tranche 1)	Poussières, métaux, COV, dioxines, HCl, HF	Filtre LUHR : cyclone + Filtre à manches
14	4 fours à induction Airware F138, F139, F140 et F141 (tranches 2 et 3)	Poussières, métaux, COV, dioxines, HCl, HF	Filtre LUHR : cyclone + Filtre à manches
15	étuve Airware (tranche 1)	Poussières, NOx, SOx, CO, COV, métaux	Effluent brut sans traitement
16	étuve Airware (tranche 2)	Poussières, NOx, SOx, CO, COV, métaux	Effluent brut sans traitement
16 bis	étuve Airware (tranche 3)	Poussières, NOx, SOx, CO, COV, métaux	Effluent brut sans traitement

Autres :

N° Point de rejet	Installations	Nature des rejets	Traitements
17	Chaudière à gaz CD 703 (1600 kW)	NOx, CO	Effluent brut sans traitement
18	Chaudière à gaz 12/13 (1335 kW)	NOx, CO	Effluent brut sans traitement

## Chapitre 2.2 - VALEURS LIMITES DE REJET A L'ATMOSPHERE

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

### Article 2.2.1 - ATELIER FUSION

Points de rejet n° 3 : Fours de fusion F109, F111, F112, F124 et F128 (AP115-AP116)			
Débit nominal de rejet (Nm³/h)		40 000 par four en fonctionnement	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		8	
Paramètre	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/Nm³ sauf autre indication)	Flux maximal (*) pour 5 fours en fonctionnement (kg/h sauf autre indication)	
Poussières	5	1	1 mesure annuelle par un organisme agréé avec le maximum de fours en fonctionnement
CO	50	10	
NOx	300	60	
COV	30	6	
HCl	10	2	
HF	1	0,2	
Cl <sub>2</sub>	1	0,2	
Métaux totaux : Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+ Sn+Mn+Ni+V+Zn	5	1	
Cd+Hg+Tl	0,1	20 g/h	Mesure réalisée en semi-continu et 1 mesure annuelle par un organisme agréé
Dioxines / furannes	0,1 ng I-TEQ/Nm³	20 µg/h	

(\*) Les flux maximum indiqués dans le tableau ci-dessus sont à ramener à des mesures dont la durée n'est pas inférieure à 6 heures.

L'organisme agréé indique dans son rapport le niveau de fonctionnement des 5 fours de l'atelier de fusion pendant les 6 heures de prélèvement.

<b>Point de rejet n° 4 : Fours de maintien F109, F111, F112, F124 et F128 (filtre Granivore)</b>			
Débit nominal de rejet (Nm³/h)		15 000	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		8	
Paramètre	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/m³ sauf autre indication)	Flux maximal (g/h sauf autre indication)	
Poussières	5	75	1 mesure annuelle par un organisme agréé
HCl et autres composés inorganiques du chlore	10	150	
Chlore	1	15	
HF	1	15	
Métaux totaux Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu +Sn+Mn+Ni+V+Zn	5	75	
Cd+Hg+Tl	0,1	1,5	
Dioxines / furannes (*)	0,1 ng I-TEQ/Nm³	1,5 µg/h	

(\*) Correspond à une période d'échantillonnage d'au moins six heures.

<b>Point de rejet n° 5 : Étuve des fours de fusion</b>			
Débit nominal de rejet (Nm³/h)		2500	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		5	
Paramètre	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/m³ sauf autre indication)	Flux maximal (g/h sauf autre indication)	
Poussières	5	12,5	1 mesure annuelle par un organisme agréé
NOx	100	250	
CO	100	250	
Métaux totaux Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu +Sn+Mn+Ni+V+Zn	5	12,5	
COV	110	275	

## Article 2.2.2 - ATELIER TÔLERIE

Point de rejet n° 6 : Laminoirs à froid L5/6			
Débit nominal de rejet (Nm³/h)		80000	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		8	
Paramètre	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/m³)	Flux maximal (kg/h)	
COV	110	8,8	1 mesure annuelle par un organisme agréé
Poussières	30	2,4	

Point de rejet n° 7 : Planage sous tension LG24			
Débit nominal de rejet (Nm³/h)		3300	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		5	
Paramètre	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/m³)	Flux maximal (kg/h)	
COV	110	0,36	1 mesure annuelle par un organisme agréé
Poussières	30	0,1	

Point de rejet n° 8 : Débitage planage LG41			
Débit nominal de rejet (Nm³/h)		7000	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		8	
Paramètre	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/m³)	Flux maximal (kg/h)	
COV	110	0,8	1 mesure annuelle par un organisme agréé
Poussières	30	0,2	

Point de rejet n° 9 : Laminage à chaud L1			
Débit nominal de rejet (Nm³/h)		150000	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		8	
Paramètre	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/m³)	Flux maximal (kg/h)	
COV	110	16,5	1 mesure annuelle par un organisme agréé
Poussières	30	4,5	

Point de rejet n° 10 : Laminage à chaud L2/3/4			
Débit nominal de rejet (Nm³/h)		150000	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		8	
Paramètre	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/m³)	Flux maximal (kg/h)	
COV	110	16,5	1 mesure annuelle par un organisme agréé
Poussières	30	4,5	

Point de rejet n° 10 bis : Four de recuit F81			
Débit nominal de rejet (m³/h)		8.990	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		8	
Paramètre	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/m³)	Flux (kg/h)	
COV eq. carbone	20*	0,18	1 mesure représentative par an réalisée par un organisme agréé, lors d'un traitement de bobines avec Lubrilam
CH4*	50	0,45	
CO*	100	0,9	
NOx eq. NO <sub>2</sub>	100	0,9	
Poussières	100	<< 1	

\* car système muni d'un oxydateur thermique

Point de rejet n° 11 : Four F71			
Débit nominal de rejet (Nm³/h)		40000	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		8	
Paramètre	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/m³)	Flux maximal (g/h)	
Acidité totale	0,5	20	1 mesure annuelle par un organisme agréé

Point de rejet n° 12 : Rejets de l'atelier de chromage			
Débit nominal de rejet (Nm³/h)		18000	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		8	
Paramètre	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/m³)	Flux maximal (g/h)	
Cr total	0,2	3,6	1 mesure annuelle par un organisme agréé.
Cr VI	0,1	1,8	
Acidité totale (H+)	0,5	9	

# Article 2.2.3 - ATELIER AIRWARE

Points de rejet n° 1 (F130) et 2 (F133/F132)					
Débit nominal de rejet (Nm³/h)			80 000 pour F130 (1) et 15.000 pour F133/132 (2)		
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)			8		
Paramètre	Valeurs limites				Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/m³ indication)		Flux maximal (kg/h indication)		
	sauf F130	autre F133/132	sauf F130	autre F133/132	
Poussières	5	5	0,35	0,075	1 mesure annuelle par émissaire et par un organisme agréé
CO	50	50	3,5	0,75	
NOx	200	200	14	3	
COV non méthaniques	30	30	2,5	0,45	
HCl et autres composés inorganiques du chlore	10	10	0,7	0,15	
HF	1	1	0,07	0,015	
Cl <sub>2</sub>	1	1	0,07	0,02	
Métaux totaux : Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	5	5	0,35	0,075	
Cd+Hg+Tl	0,1	0,1	7 g/h	1,5 g/h	
Pb	1	1	70 g/h	15 g/h	
Dioxines / furannes (*)	0,1 ng I-TEQ/Nm³	0,1 ng I- TEQ/Nm³	7 µg/h	1,5 µg/h	

(\*) correspond à une période d'échantillonnage d'au moins six heures

Point de rejet n° 13 et 14 : REJETS DES FOURS À INDUCTION (TRANCHES 1, 2 ET 3)				
Débit de rejet maximal autorisé (Nm³/h)		30 000 pour le rejet 13, 60 000 pour le rejet 14		
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		8		
Paramètre	Valeurs limites			Critères de surveillance
	Concentration (mg/m³)	Flux (point 13)	Flux (point 13)	Fréquence
Poussières	5	150 g/h	300 g/h	1 mesure annuelle par émissaire par un organisme agréé
Métaux totaux : Sb+As+Pb+Cr+ Co+Cu+Sn+Mn+Ni+Zn+Ag+ Mg+Zr	5	150 g/h	300 g/h	
COV totaux	30	1000 g/h	2000 g/h	
HCl	10	300 g/h	600 g/h	
HF	1	30 g/h	60 g/h	
Dioxines/ furanés (*)	0,1 I-TEQ/Nm³ ng	3 µg/h	6 µg/h	

(\*) correspond à une période d'échantillonnage d'au moins six heures

Point de rejet n° 15, 16 et 16 bis : ETUVES AIRWARE (TRANCHES 1, 2 ET 3)			
Débit de rejet maximal autorisé (Nm³/h)		2 400 par émissaire	
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		5	
Paramètre	Valeurs limites		Critères de surveillance
	Concentration (mg/m³)	Flux (g/h)	Fréquence
Poussières	5	12	1 mesure annuelle par émissaire par un organisme agréé
NOx*	100	240	
CO*	100	240	
Métaux totaux : Sb+As+Pb+Cr+ Co+Cu+Sn+Mn+Ni+ Zn+Ag+Mg+Zr	5	12	
COV totaux	110	264	

\* pas de valeur opposable en concentration et en flux pour l'émissaire 19 car l'étuve est électrique.

## Article 2.2.4 - GÉNÉRATEURS THERMIQUES

Point de rejet n° 17 : CHAUDIERE CD 703			
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		5	
Paramètre	Valeurs limites		Critères de surveillance
	Concentration (mg/m <sup>3</sup> ) Ramenée à 3 % O <sub>2</sub>	Flux maximal (kg/h)	Fréquence
NOx	150	Néant	1 mesure tous les trois ans par émissaire par un organisme agréé
CO	100	Néant	

Point de rejet n° 18 : CHAUDIERE CD 12/13			
Vitesse d'éjection des gaz (m/s)		5	
Paramètre	Valeurs limites		Critères de surveillance
	Concentration (mg/m <sup>3</sup> ) Ramenée à 3 % O <sub>2</sub>	Flux maximal (kg/h)	Fréquence
NOx	150	Néant	1 mesure tous les trois ans par émissaire par un organisme agréé
CO	100	Néant	

## Article 2.2.5 - ÉMISSIONS DIFFUSES

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions diffuses dans l'air, l'exploitant doit :

- les recenser, les hiérarchiser et les estimer,
- définir des techniques appropriées pour les éviter ou les réduire.

Le plan d'action relatif aux techniques de réductions des émissions diffuses est périodiquement révisé et est tenu à disposition de l'inspection.

## Article 2.2.6 - COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS

L'exploitant tient à jour un Plan de Gestion des Solvants et le transmet annuellement à l'inspection des installations classées si la consommation annuelle de solvants est supérieure à 30 tonnes par an. Cette transmission est accompagnée d'une information sur les actions visant à réduire leur consommation.

## Chapitre 2.3 - SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

### Article 2.3.1 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS CANALISÉES

L'exploitant fait réaliser un contrôle de ses émissions atmosphériques, par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement, sur les paramètres et à des fréquences définis dans les tableaux précédents.

Les contrôles sont réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations considérées. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'Inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception par l'exploitant via l'application GIDAF.

Ils doivent être accompagnés de commentaires sur les conditions de fonctionnement des installations, et en tant que de besoin, sur les dépassements constatés et leurs causes, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

## Chapitre 2.4 - SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant exerce une surveillance des retombées atmosphériques autour de l'établissement, qui porte a minima sur les poussières, sur les dioxines et furanes, ainsi que sur les éléments métalliques : Al, As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Sn, V, Zn.

La granulométrie des poussières est analysée.

Les modalités de cette surveillance environnementale suivant le guide INERIS « Surveillance dans l'air autour des installations classées- de décembre 2021 », sont validées par l'inspection des installations classées.

Une synthèse des résultats de la surveillance interprétée selon les phases de production et la météorologie du site est communiquée à l'inspection selon les milieux d'exposition, à :

- pour les sols: tous les trois ans,
- pour les dépôts atmosphériques : tous les ans.

Une station de mesure est installée sur la zone d'étude afin d'enregistrer en continu, avec une résolution au moins horaire, la direction et la force du vent, la température, la pression atmosphérique, l'humidité et la pluviométrie.

Les modalités de surveillance s'appuieront sur l'étude IEM/EQRS réalisée selon la démarche intégrée du Guide INERIS « Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires » de Septembre 2021 (laquelle est transmise à l'inspection avant avril 2026).

Cette étude synthétise la surveillance environnementale réalisée depuis plusieurs années sur le site, prend en compte les émissions diffuses, justifie les hypothèses relatives aux émissions de COV à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et permet de statuer :

- sur la compatibilité des valeurs limites de rejet actuellement imposées vis-à-vis du risque sanitaire,
- sur les modalités de surveillance environnementale à faire évoluer,
- sur les paramètres de surveillance environnementale pouvant être supprimés ou devant être ajoutés.

## Chapitre 2.5 - Dispositions spécifiques

### Article 2.5.1 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

### Article 2.5.2 - Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses .

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées, des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### Article 2.5.3 - Émissions et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, de transvasement et de transport de produits pulvérulents sont, pour les nouvelles installations, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

### Article 2.5.4 - Émissions de gaz à effet de serre

L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance, approuvé par l'autorité compétente, conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066. La quantité de gaz à

effet de serre émise au cours d'une année civile est calculée ou mesurée et exprimée en tonnes de dioxyde de carbone.

A l'issue de chacune d'une des années civiles de la période d'affectation, l'exploitant restitue à l'État sous peine des sanctions prévues à l'article L.229-18 un nombre de quotas égal au total des émissions de gaz à effet de serre de ses installations ou résultant de ses activités aériennes, que ces quotas aient été acquis en application des dispositions de l'article L.229-15 ou du IV de l'article L.229-12.

## Article 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### Chapitre 3.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

#### Article 3.1.1 - ORIGINE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou du gestionnaire du réseau d'eau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement (Lambert 93)	Prélèvement maximal annuel en m <sup>3</sup>	Prélèvement horaire maximal en m <sup>3</sup> /h	Moyenne mensuelle du prélèvement journalier en m <sup>3</sup>
Rivière Allier	L'Allier depuis la confluence de la Senouire jusqu'à la confluence avec l'Auzon	FRGR0142B	station de pompage X: 720215 m Y: 6495984 m	600 000*	500 (6 pompes de 200 et 2 pompes de 400)	3000
Nappe de l'Allier	Alluvions de l'Allier aval	FRGG128	8 puits (1 à 6, 1 bis et 1 ter, cf tableau suivant) puis envoi sur château d'eau FORTECH: X : 719889 m Y : 6496119 m	200000	100	1000
Réseau public	Syndicat mixte de l'eau région d'Issoire		X : 719970 m Y : 6495101 m	135000		

\* L'exploitant met en place des actions permettant de tendre vers un objectif de 400000 m<sup>3</sup> annuel de prélèvement dans la rivière Allier à partir de 2027.

La consommation d'eau du site est principalement liée à l'évaporation dans les tours aéroréfrigérantes utilisées pour le refroidissement du process industriel.

#### Article 3.1.2 - Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Les forages suivants sont autorisés :

Nom du forage Nappe Allier	Localisation Coordonnées Lambert 93 (en m)			Code BSS
	x	y	z	
Puits P-1	720247	6495953	367	BSS001ULKC
Puit P - 1 bis	720307	6495982	370	BSS001ULKL
Puits P-1 ter	720408	6496003	370	BSS001ULKM
Puits P-2	720191	6495973	370	BSS001ULKD

Puits P-3	720129	6496015	370	BSS001ULKE
Puits P-4	720051	6496102	370	BSS001ULKF
Puits P-5	720012	6496127	370	BSS001ULKG
Puits P-6	719968	6496197	371	BSS001ULKH

L'AMPG 1.1.1.0 (forage) s'applique à l'établissement

### Article 3.1.3 - PÉRIODES DE PRÉLÈVEMENT

L'alimentation des bassins de stockage et de restitution d'eau au Nord Est du site ne peut pas être effectuée depuis l'Allier du 15/06 au 30/09 et lors de restrictions sécheresse.

### Article 3.1.4 - RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

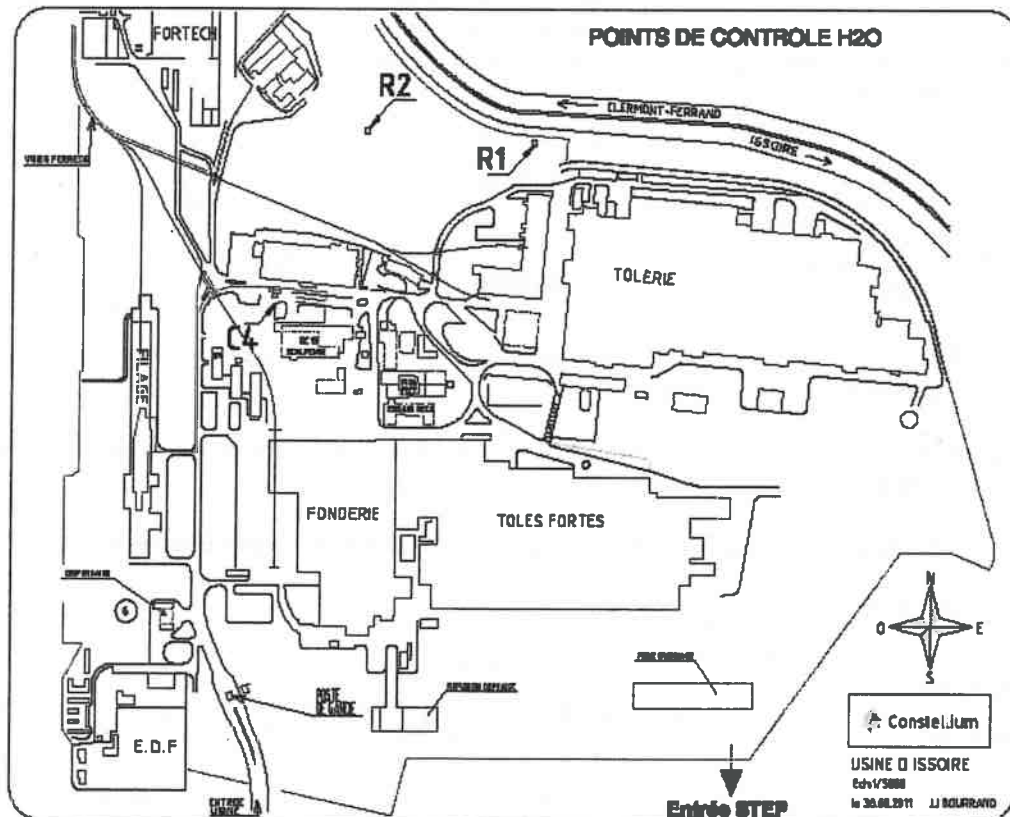
Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

## Chapitre 3.2 - CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

### Article 3.2.1 - POINTS DE REJET

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes: eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de contrôle (C4) ou de rejets (R1, R2, Entrée STEP) visés par le présent arrêté figurant sur le plan suivant :



Ils présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées (Lambert 93)	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Conditions de raccordement
R1 (rejet amont)	X: 720266 m Y: 6496004 m	Atelier tôlerie (bacs de trempe) Atelier tôles fortes (bacs de trempe et ultra sons) Atelier Airware (eau de coulée traitée par la station de déshuilage AP118) Eaux de ruissellement après déshuileurs Eaux sanitaires après traitement par SANC Purges de TAR (Sud, T230 et T233)	3 bassins Est puis rejet au milieu naturel	Rivière Allier Code Sandre : FRGR0142B	Autorisation
R2 (rejet aval)	X: 720152 m Y: 6496029 m	Purges des eaux de refroidissement de l'atelier filage et tôles fortes Atelier de filage et atelier de tôles fortes (bacs de trempe et ultra sons) Effluents de la station DEGREMONT Eaux de ruissellement Eaux sanitaires après traitement par SANC Eaux de lavage de filtres de la station Chabal de traitement de l'eau de l'Allier	2 bassins Ouest (n°1 : 3 000 m³ et n° 2 : 1 500 m³) puis rejet au milieu naturel	Rivière Allier Code Sandre : FRGR0142B	Autorisation
C4 (station Degrémont)	X: 719961 m Y: 6495654 m	Effluents acides et basiques de l'installation Granivore Déchets liquides de laboratoires Eaux de rinçage à la soude de l'atelier filage	vers rejet R2	/	/
STEP	X: 720565 m Y: 6495020 m	Sortie station AP002 qui traite les eaux résiduelles issues des presses, des ateliers d'usinage, des aires de lavage, les émulsions de laminage et les mélangent aux effluents du four à bain de sels F71	station de traitement communale	STEP ISSOIRE Code Sandre : 0463160S0001	Convention de déversement

### Article 3.2.2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La réfrigération en circuit ouvert est autorisée dans le process de traitement de l'installation F71. L'exploitant étudie à l'occasion de travaux sur la zone ou dans le cadre de la révision de ses plans de réduction de la consommation d'eau et de réduction des principales pollutions aqueuses la possibilité de passage en boucle fermée.

### Article 3.2.3 - CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

- Rejets dans le milieu naturel (R1 et R2)

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

- Rejets dans une station de traitement collective

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation et ses modifications sont transmises par l'exploitant au Préfet. L'exploitant démontre l'aptitude de l'infrastructure d'assainissement urbaine à traiter les effluents raccordés sous un délai de un an.

## **Chapitre 3.3 - LIMITATION DES REJETS**

### **Article 3.3.1 - CARACTÉRISTIQUES DES REJETS EXTERNES**

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté ministériel en vigueur et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

L'exploitant définit un plan d'action permettant une réduction des principales pollutions aqueuses par traitement interne sur les contributeurs identifiés par la cartographie des flux.

VALEURS LIMITES APPLICABLES POUR LE POINT DE REJET R1 (REJET AMONT)

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal (hors épisode pluvieux) en kg/j	Fréquence d'autosurveillance
Température	1301	<30°C		Continue
Couleur		Pas de modification de couleurs des eaux réceptrices supérieures à 100mg Pt/l		/
Débit maxi journalier		2 500 m³/j (hors épisode pluvieux)		Continue
pH	1302	5,5<pH<8,5		Continue
MES	1305	35	87,5	Journalière
DCO	1314	125	312,5	Journalière
NGL	1551	30	75	Journalière
DBO <sub>5</sub>	1313	30	75	Hebdomadaire
Hydrocarbures totaux	1442	4	10	Hebdomadaire
Chlorures	1337	250	625	Hebdomadaire
Al	1370	2	5	Hebdomadaire
Fe	1393	2	5	Mensuelle
Cu	1392	0,2	0,5	Trimestrielle
Fluor	1391	4	10	Trimestrielle
Zn	1383	1	2,5	Mensuelle
Indice phénol	1440	0,2	0,5	Trimestrielle
AOX	1106	0,8	2	Trimestrielle
Phosphore Total	1350	1	2,5	Trimestrielle
Cr total	1389	0,2	0,5	Trimestrielle
Cr VI	1371	0,1	0,25	Trimestrielle
Ni	1386	0,2	0,5	Mensuelle
Mn	1394	0,8	2	Trimestrielle
Sn	1380	1,6	4	Trimestrielle
Chloroalcanes C10 C13	1955	0,025	0,06	Mensuelle
Cd	1388	0,025	0,06	Mensuelle
HAP	9963	0,025	0,06	Mensuelle
Tributylétain cation	2879	0,025	0,06	Mensuelle

VALEURS LIMITES APPLICABLES POUR LE POINT DE REJET R2 (REJET AVAL)

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal (hors épisode pluvieux) en kg/j	Fréquence d'autosurveillance
Température	1301	<30°C		Continue
Couleur		Pas de modification de couleurs des eaux réceptrices supérieures à 100mg Pt/l		/
Débit maxi journalier		5 500 m³/j (hors épisode pluvieux)		Continue
pH	1302	5,5<pH<8,5		Continue
MES	1305	35	192,5	Journalière
DCO	1314	125	687,5	Journalière
NGL	1551	10	55	Hebdomadaire
DBO <sub>5</sub>	1313	15	82	Hebdomadaire
Hydrocarbures totaux	1442	1,8	10	Hebdomadaire
Chlorures	1337	250	1375	Hebdomadaire
Al	1370	0,9	5	Hebdomadaire
Fe	1393	2	11	Journalière
Cu	1392	0,2	1,1	Mensuelle
Fluor	1391	2	10	Trimestrielle
Indice phénol	1440	0,3	1,65	Journalière
AOX	1106	0,4	2,2	Trimestrielle
Phosphore Total	1350	1	5,5	Trimestrielle
Zn	1383	1	5,5	Mensuelle
Cr total	1389	0,2	1,1	Mensuelle
Cr VI	1371	0,1	0,55	Mensuelle
Ni	1386	0,2	1	Mensuelle
Mn	1394	0,4	2	Trimestrielle
Sn	1380	0,8	4	Trimestrielle
Chloroalcanes C10 C13	1955	0,025	0,14	Mensuelle
Cd	1388	0,025	0,14	Mensuelle
HAP	9963	0,025	0,14	Mensuelle
As	1369	0,025	0,14	Mensuelle
Tributylétain cation	2879	0,025	0,14	Mensuelle

VALEURS LIMITES APPLICABLES POUR LE POINT DE REJET ENTRÉE STEP, SANS PRÉJUDICE DE L'AUTORISATION DE RACCORDEMENT AU RÉSEAU PUBLIC

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal en kg/j	Fréquence d'autosurveillance
Débit maxi journalier		350 m³/jour		Continue
Débit mensuel moyen journalier		240 m³/jour		Continue
Température	1301	<30°C		Journalière
pH	1302	6,5<pH<9		Journalière
MES	1305	50	6	Hebdomadaire
DCO	1314	2000	60	Hebdomadaire
DBO <sub>5</sub>	1313	800	100	Hebdomadaire
Hydrocarbures totaux	1442	10	2,4	Hebdomadaire
Azote global	1551	1500	115	Journalière
Phosphore total	1350	1	0,24	Mensuelle
AOX	1106	1	0,24	Hebdomadaire
Al	1370	5	1,2	Hebdomadaire
Fe	1393	2	0,48	Hebdomadaire
Cu	1392	0,2	0,048	Trimestrielle
Cd	1388	0,025	0,006	Trimestrielle
Fluor	1391	15	3,6	Trimestrielle
Zn	1383	1	0,24	Trimestrielle
Cr total	1389	0,2	0,048	Trimestrielle
Cr VI	1371	0,1	0,024	Trimestrielle
Ni	1386	0,2	0,048	Trimestrielle
Mn	1394	1	0,24	Trimestrielle
Pb	1382	0,08	0,02	Trimestrielle
Sn	1380	2	0,48	Trimestrielle

### Article 3.3.2 - CARACTÉRISTIQUES DES REJETS INTERNES

VALEURS LIMITES APPLICABLES POUR LE POINT DE CONTRÔLE C4 (STATION DEGRÉMONT)

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal en g/j	Fréquence d'autosurveillance
Débit maxi journalier		240 m³/jour		Continue
Température	1301	<30°C		Continue
pH	1302	5,5<pH<8,5		Continue
Turbidité		s.o.		Continue
MES	1305	30	7200	Mensuelle
Al	1370	5	1200	Mensuelle
Cr VI	1371	0,1	24	Mensuelle
Azote kjeldahl	1319	15	3600	Mensuelle
Fe	1393	2	480	Annuelle
Cu	1392	0,5	120	Annuelle
Zn	1383	2	480	Annuelle

### Article 3.3.3 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.

Les résultats des contrôles sont transmis à l'Inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception par l'exploitant via l'application GIDAF.

Ils doivent être accompagnés de commentaires sur les conditions de fonctionnement des installations, et en tant que de besoin, sur les dépassements constatés et leurs causes, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'exploitant met en place tant que nécessaire des points de mesurage supplémentaires lui permettant de s'assurer d'un traitement correct de ces effluents et de détecter toute dérive au plus proche des sources d'émission.

### Article 3.3.4 - CONTRÔLES DE RECALAGE

L'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.

## Chapitre 3.4 - SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

### Article 3.4.1 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Point de mesure	N° BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage (m)
PZ1	BSS001ULKR	Amont	Superficiel, nappe alluviale de l'Allier	19,1
PZ2	BSS001ULKS	Amont		15,3
PZ3	BSS001ULK7	Latéral (aval de l'ancienne décharge voisine)		16,8
PZ4	BSS001ULKU	Aval		16,6
PZ5	BSS001ULKV	Aval/latéral		16,6
PZ7	BSS001ULLK	Aval		15,7
Puits amont	BSS001ULKC	Aval éloigné		12,4
Puits aval	BSS001ULKG	Aval éloigné		NC
PZ9	BSS004LZFE	Aval		16,7
PZ11	BSS003PQVU	Aval		12,8

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 2.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes comprenant à minima les éléments suivants :

Paramètres	Points de mesure	Fréquence des analyses
pH, température, conductivité, potentiel redox et oxygène dissous, HCT, HAP, Phénols, COHV, CAV, PCB, Fluorures, Chlorures, métaux (Al, Pb, Zn, Cu, Fe, Mn, Ni, Cr total, Cr VI, As, Sn, Mo, Se, V, Co, Cd, Be, Ba, Sb, Hg, Mg).	PZ1, PZ2, PZ3, PZ4, PZ5, PZ7, Puits amont, Puits aval, PZ9 et PZ11	Semestrielle

Le niveau piézométrique doit être relevé à chaque campagne.

De plus, tous les 5 ans à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant propose un programme d'investigation pour la surveillance des eaux souterraines, en fonction des événements survenus ayant pu entraîner une pollution du sol depuis le dernier rapport de base. Ce programme est basé sur la liste des substances dangereuses pertinentes du site établie dans le rapport de base de 2025 complété suites aux demandes de l'article 1.2.2..

La surveillance est réalisée conformément à la prestation A210 de la norme NF X 31-620-2 « Qualité du sol – Prestations de service relatives aux sites et sols pollués – Exigences dans le domaine des prestations d'études, d'assistance et de contrôle ». Les prélèvements et échantillonnages des eaux souterraines sont réalisés conformément à la norme NF X31-615 « Qualité des sols - Méthodes de détection, de caractérisation et de surveillance des pollutions en nappe dans le cadre des sites pollués ou potentiellement pollués - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines dans des forages de surveillance pour la détermination de la qualité des eaux souterraines - ».

Les résultats de ces contrôles accompagnés de leurs commentaires sur l'évolution constatée sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées via GIDAF.

Si ces résultats mettent en évidence une dérive de l'évolution des résultats ou une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'Inspecteur des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées (études complémentaires, travaux de dépollution...).

#### Article 3.4.2 - SURVEILLANCE DES SOLS

Tous les 10 ans à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant propose un programme d'investigations pour la surveillance du sol (prélèvements de sol, piézairs, suivi de la qualité des eaux souterraines...) en fonction des événements survenus ayant pu entraîner une pollution du sol depuis le dernier rapport de base.

Ce programme sera basé sur la liste des substances dangereuses pertinentes du site établie dans le rapport de base de 2025. La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base susvisé ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Ces analyses devront être complétées à l'occasion de travaux d'aménagement ou modifications de bâtiments.

#### Article 3.4.3 - SURVEILLANCE DES EAUX DE SURFACE

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effets de ses rejets sur le milieu aquatique comprenant à minima les conditions suivantes :

Point	Localisation du point de mesure (à plus ou moins 50 m en Lambert II étendu)	Paramètres	Fréquence
Amont	X : 672432, Y : 2063027	température, pH, oxygène dissous, conductivité, DCOeb, Chlorures, Azote total (NTK), Azote global (Ngl)	Annuelle
		Indice I2M2 ( Indice Invertébrés Multi-Métrique)	tous les trois ans
Aval	X: 671870, Y: 2063106	température, pH, oxygène dissous, conductivité, DCOeb, Chlorures, Azote total (NTK), Azote global (Ngl)	Annuelle
		Indice I2M2( Indice Invertébrés Multi-Métrique)	tous les trois ans

Un état récapitulatif annuel des résultats des mesures imposées ci-dessus doit être transmis à l'inspection des installations classées.

Les résultats doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes d'évolution des paramètres mesurés ainsi que sur les actions correctives mise en œuvre ou envisagées.

## **Chapitre 3.5 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SÉCHERESSE**

### **Article 3.5.1 - Plan d'utilisation rationnelle**

Afin de prévenir les situations de crises hydrologiques, l'exploitant dispose d'un plan d'utilisation rationnelle de l'eau (qui peut également être appelé plan de sobriété hydrique) qui doit préciser, pour chacun des seuils de niveau d'alerte, les actions mises en œuvre sur le site, pour réduire les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution au strict minimum et diminuer les rejets dans le milieu ou les stations d'épurations, pendant une période de temps limité.

Ce plan précise les débits minimums d'eau strictement nécessaires pour préserver l'outil de production et garantir la sécurité des installations.

Ce plan est mis en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage, en application du II de l'article L. 211-3 du code de l'environnement relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

Ce plan d'utilisation rationnelle de l'eau est élaboré à partir du diagnostic, réalisé et tenu à jour régulièrement, portant sur les consommations d'eau des processus industriels mais aussi des autres usages (domestiques, arrosages, lavage) et des rejets dans le milieu. Il est actualisé et transmis à l'inspection des installations classées de manière à prendre en compte le retour d'expérience, à minima annuellement.

Les seuils d'alerte et de crise sont définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département du Puy-de-Dôme.

### **Article 3.5.2 - Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse**

Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental-cadre sécheresse, l'exploitant met en place les dispositions décrites dans son plan d'utilisation rationnelle de l'eau. Il peut également réaliser une compensation de ses prélèvements à partir des bassins de stockage et de restitution. Les modalités de comptabilisation de ses prélèvements et restitutions sont décrites dans une procédure partagée avec l'inspection des installations classées.

## **Article 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE**

### **Chapitre 4.1 - LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT**

#### **Article 4.1.1 - NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1 à 10	70 dB(A)	60 dB(A)

#### **Article 4.1.2 - MESURES PERIODIQUES DES NIVEAUX SONORES**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans. Les points de mesure figurent sur le plan en annexe.

#### **Article 4.1.3 - VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 à 7 h, ainsi que les dimanches et les jours fériés.
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### **Article 4.1.4 - VIBRATIONS**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

### **Chapitre 4.2 - LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES**

Sauf raison particulière liée à des impératifs de production ou de sécurité, les éclairages intérieurs de locaux à usage professionnel sont éteints lorsque ceux-ci ne sont pas utilisés.

Les éclairages extérieurs à l'installation sont limités à ceux strictement nécessaires à la sécurité du site et des personnes ou à des impératifs de production.

### **Article 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

#### **Chapitre 5.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

##### **Article 5.1.1 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES, COMPORTEMENT AU FEU, DÉSENFUMAGE, ORGANISATION DES STOCKAGES, INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES, ACCESSIBILITÉ DES ENGINS DE SECOURS A PROXIMITÉ DE L'INSTALLATION**

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques décrites dans l'étude de danger du site, prévus dans les arrêtés ministériels applicables et dans les dossiers de modification du site sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

##### **Article 5.1.2 - DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

L'exploitant dispose d'une rétention d'un volume de 8825 m³.

Le confinement des eaux incendie est effectué selon les modalités suivantes :

- 3 bassins Est d'un volume disponible en permanence d'au minimum 4 325 m³,
- bassin Ouest 1 d'un volume de 3000 m³,
- bassin Ouest 2 d'un volume de 1500 m³.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés aux bassins de confinement, décrits ci-dessus, qui sont étanches aux produits collectés et suffisamment dimensionnés, avant rejet vers le milieu naturel.

### **Chapitre 5.2 - AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

#### **Article 5.2.1 - MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES ET BARRIÈRES DE SÉCURITÉ**

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures figurant dans les tableaux 76 et 77 de l'étude de danger de 2024 (n° 117874 version 4).

L'exploitant démontre dans une note que les mesures mises en place répondent aux caractéristiques d'une mesure de maîtrise des risques de l'arrêté du 29/09/2005 et du 04/10/2010 et actualise le document listant les mesures de maîtrise des risques prévues au présent article.

## **Chapitre 5.3 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

### **Article 5.3.1 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre définis dans son étude de danger, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des réserves d'eau statiques représentant un total de 1440 m<sup>3</sup> constituées du château d'eau (800 m<sup>3</sup>) et de deux réservoirs de 750 m<sup>3</sup> et 760 m<sup>3</sup> chacun. Les deux réserves d'eau sont réalimentables à partir de l'Allier. Des dispositions sont prises pour qu'elles puissent être raccordées à partir de prises de Ø100 mm, pour les engins de secours.
- deux pompes incendie de 340 m<sup>3</sup>/h fonctionnant sous une pression dynamique minimale de 8,5 bar (10,5 bar statique) chacune alimentant à une pression adaptée le réseau R.I.A., les sprinklers et l'ensemble des hydrants du site raccordés à ce réseau.
- plusieurs installations d'extinction fixes fonctionnant à l'eau ou en pré-mélange eau et mousse ;
- un réseau de prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
- des réserves en émulseur en capacité fixe ou mobile adaptées aux produits présents sur le site ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- d'un système d'extinction à gaz comprenant des installations à l'azote et au CO<sub>2</sub>;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

L'établissement doit disposer également d'un système d'alarme incendie.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

### **Article 5.3.2 - ORGANISATION**

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers et le revise à intervalle régulier (à minima suite à une modification du site ou une mise à jour de l'étude de danger).

Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

## **Chapitre 5.4 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS LIÉS AU VIEILLISSEMENT**

Les installations et équipements figurant dans le document de recensement des équipements concernés par le plan de modernisation des installations industrielles, et ses mises à jour éventuelles ultérieures, font l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents liés à la vétusté et au vieillissement de celles-ci et de s'assurer de leur niveau de sécurité. Ce recensement est mis à jour tant que nécessaire.

Pour ces installations et équipements, l'exploitant établit un état initial, un programme de surveillance et met en œuvre un plan d'inspection conformes aux dispositions des articles 2 à 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'état initial, le programme de surveillance et les résultats de cette dernière, les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition des installations classées.

## **Chapitre 5.5 - PRÉVENTION DU RISQUE INONDATION**

L'exploitant met en œuvre les prescriptions imposées par le plan des risques d'inondation de la rivière ALLIER approuvé par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2016 :

- les installations sensibles à l'eau et notamment le stockage de copeaux et les unités de fusion sont positionnées au dessus de la cote 371,56 m NGF ;
- les réservoirs de stockage sont arrimés ;
- des consignes spécifiques définissent les modalités de suivi et de mise en sécurité en cas de vigilance inondation. Ces consignes peuvent être intégrées au plan d'opération interne.

De plus, l'exploitant maintient les volumes disponibles en cas de crue dans les dispositifs de compensation des crues suivants:

- bassin Sud-est : 7 376 m<sup>3</sup>,
- bassins Nord 1 et 2: 22 312 m<sup>3</sup>.

Les bassins Ouest 1 et 2 étant utilisés également pour la compensation hydraulique, une procédure encadre les critères de déclenchement de la vidange des bassins lors d'une vigilance crue afin d'assurer correctement la compensation. Des tests de fonctionnement des dispositifs de vidange sont réalisés à fréquence annuelle et sont tracés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 5.5.1 - DESCRIPTION DE L'OUVRAGE HYDRAULIQUE DE PROTECTION (DIGUE)

L'ouvrage hydraulique suivant est exploité conformément aux prescriptions du présent chapitre :

<b>Dénomination</b>	Digue de l'usine
<b>Année de construction</b>	1943 - réhaussée en 2019
<b>Côte de la crête</b>	Entre 373,49 et 374,12 m NGF
<b>Hauteur</b>	6,2 m entre la crête et le pied de digue, côté usine
<b>Longueur</b>	1066 m
<b>Commune d'emprise</b>	Issoire (63)
<b>Cours d'eau concerné</b>	Rivière Allier
<b>Coordonnées (RGF 93)</b>	Origine X : 720 075,3 Y : 6 495 425,2 Extrémité X : 720 824,5 Y : 6 495 855,8
<b>Localisation</b>	En rive gauche de l'Allier, à l'extrémité nord du site industriel à proximité de l'atelier de tôlerie.
<b>Zone protégée</b>	L'usine et plus particulièrement l'atelier tôlerie et le stockage de nitrate de sodium sous forme solide.

#### Article 5.5.2 - CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA DIGUE

##### 5.5.2.1. – CONSIGNES DE SURVEILLANCE ET D'EXPLOITATION

L'exploitant tient à jour des consignes écrites de surveillance et d'exploitation en toute circonstance de la digue. Ces consignes portent sur :

- les dispositions relatives aux visites de surveillance programmées et aux visites consécutives à des événements particuliers, notamment les crues et les séismes. Sont précisées la périodicité des visites, le parcours effectué, les points principaux d'observation et le plan type des comptes rendus de visite. Le cas échéant, la périodicité, la nature et la description des essais des organes mobiles doit figurer.
- les dispositions relatives aux visites mentionnées ci-dessous.

- les dispositions spécifiques à la surveillance de l'ouvrage en période de crue. Sont indiqués :
  - les contraintes et les objectifs à respecter au regard de la sûreté de l'ouvrage et de la sécurité des personnes et des biens ;
  - les moyens dont dispose l'exploitant pour anticiper l'arrivée et le déroulement des crues ;
  - les différents états de vigilance et de mobilisation de l'exploitant pour la surveillance de son ouvrage, les conditions de passage d'un état à l'autre et les règles particulières de surveillance de l'ouvrage pendant chacun de ces états ;
  - les règles de gestion des organes hydrauliques, notamment les vannes, pendant la crue et la décrue ;
  - les conditions entraînant la réalisation d'un rapport consécutif à un épisode de crue important ou un incident pendant la crue ;
  - les règles de transmission d'informations vers les autorités compétentes : services et coordonnées de l'exploitant chargé de transmettre les informations, nature, périodicité et moyens de transmission des informations transmises, services et coordonnées des destinataires des informations, en particulier du service de prévision des crues.
- Les dispositions à prendre par l'exploitant en cas d'événement particulier, d'anomalie de comportement ou de fonctionnement de l'ouvrage et les noms et coordonnées des différentes autorités susceptibles d'intervenir ou devant être averties, en particulier l'inspection des installations classées et les autorités de police ou de gendarmerie ;
- Le contenu du rapport de surveillance et d'exploitation mentionné ci-dessous .

#### 5.5.2.2. – VISITES TECHNIQUE APPROFONDIE

Une visite technique approfondie de la digue est réalisée tous les 4 ans, dans l'intervalle de deux rapports de surveillance prévu à l'article ci-dessous. Le compte-rendu de cette visite est transmis à l'inspection des installations classées. Il précise, pour chaque partie de l'ouvrage et de ses abords, les constatations, les éventuels désordres observés, leurs origines possibles et les suites à donner en matière de surveillance, d'exploitation, d'entretien, d'auscultation, de diagnostic ou de confortement.

Ces visites sont menées par un cabinet compétent en hydraulique, électromécanique, géotechnique et génie civil.

#### 5.5.2.3. – RAPPORT DE SURVEILLANCE ET D'EXPLOITATION

Un rapport de surveillance et d'exploitation de la digue est réalisé tous les 4 ans. Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées. Il rend compte des observations réalisées lors des visites de surveillance programmées ou consécutives à des événements particuliers réalisées depuis le précédent rapport de surveillance et d'exploitation. Il comprend des renseignements synthétiques sur :

1. la surveillance, l'entretien et l'exploitation de l'ouvrage au cours de la période ;
2. les incidents constatés et les incidents d'exploitation ;
3. le comportement de l'ouvrage ;
4. les événements particuliers survenus et les dispositions prises pendant et après l'événement ;
5. les essais des organes hydrauliques et les conclusions de ces essais ;
6. tous les travaux effectués sur l'ouvrage.

#### 5.5.2.4. – ÉVÈNEMENTS OU ÉVOLUTION DE LA DIGUE

a) Les événements ou évolutions de la digue mettant en cause la sécurité des personnes ou des biens, sont les événements relatifs à une action d'exploitation, au comportement intrinsèque de l'ouvrage ou à une défaillance d'un de ses éléments, lorsque de tels événements ont au moins l'une des conséquences suivantes :

- atteinte à la sécurité des personnes (accident, mise en danger ou mise en difficulté) ;
- dégâts aux biens (y compris lit et berges de cours d'eau et retenues) ou aux ouvrages hydrauliques.

Le niveau de gravité est apprécié selon l'échelle ci-dessous :

I - Sont classés en « accidents », les événements à caractère hydraulique ou consécutifs à une crue ayant entraîné soit des décès ou des blessures graves aux personnes, soit une inondation totale ou partielle de la zone protégée suite à une brèche.

II - Sont classés en « incidents graves », les événements :

- à caractère hydraulique ou consécutifs à une crue ayant entraîné une mise en danger des personnes sans qu'elles aient subi de blessures graves ;
- ayant entraîné des dégradations importantes de l'ouvrage, quelles que soient leurs origines, mettant en cause sa capacité à résister à une nouvelle crue et nécessitant une réparation en urgence.

III - Sont classés en « incidents », les événements ayant conduit à une dégradation significative de la digue nécessitant une réparation dans les meilleurs délais, sans mise en danger des personnes.

b) L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées tout événement ou évolution de la digue mettant ou susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes. Ces événements sont hiérarchisés d'après l'échelle de gravité citée au point a. Cette notification s'accompagne d'une description des circonstances de l'événement, d'une analyse des causes et des mesures prises ou envisagées pour éviter qu'il ne se reproduise.

#### 5.5.2.5. – TRAVAUX

Tous travaux de construction ou de modification de la digue ainsi que tous travaux réalisés à proximité immédiate de celle-ci doivent être conçus et suivis par un maître d'œuvre compétent en sécurité des ouvrages hydrauliques. Ce dernier pourra être choisi parmi les organismes agréés en application de l'article R. 214-148 du Code de l'Environnement. L'exploitant informe préalablement l'inspection des installations classées de la nature des travaux envisagés.

### Article 5.5.3 - ÉTUDE DE DANGERS

Une étude de dangers spécifique à la digue datant de septembre 2017 est mise à jour au minimum tous les 20 ans. Elle est réalisée par un organisme compétent en sécurité des ouvrages hydrauliques. Ce dernier pourra être choisi parmi les organismes agréés en application de l'article R. 214-148 du Code de l'Environnement. L'étude est transmise à l'inspection des installations classées. Cette étude de dangers spécifique peut être intégrée à l'étude de dangers globale du site visée à l'article 5.2.1 du présent arrêté. Son contenu est conforme à l'arrêté ministériel du 7 avril 2017 précisant le plan de l'étude de dangers des systèmes d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions.

### Article 5.5.4 - DOSSIER DE L'OUVRAGE

L'exploitant met en place puis tient à jour un dossier de la digue. La liste des éléments composant le dossier pourra être communiquée sur demande à l'inspection. Ce dossier est conservé dans un endroit sûr et comporte :

- tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- une description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances ;
- des consignes de surveillance et d'exploitation dans lesquelles sont fixées les instructions de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances ;
- les études préalables à la construction de l'ouvrage, y compris les études de dimensionnement et de stabilité de l'ouvrage ;
- l'étude de dangers mentionnée à l'article 5.5.3 ;
- les comptes rendus de réception des fouilles et de chantier, les décomptes de travaux et les bordereaux de livraison ;
- les plans conformes à l'exécution ou, pour les ouvrages existants n'en disposant pas, un plan coté et des coupes de l'ouvrage, tant pour la construction que pour les travaux de réparation ou de confortement ;
- les notices de fonctionnement et d'entretien des divers organes ou instruments incorporés à l'ouvrage ;
- le rapport de fin d'exécution du chantier ;
- les rapports des visites de surveillance et des visites techniques approfondies.

## Chapitre 5.6 - PRINCIPES DIRECTEURS – SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ

L'exploitant définit et met en application un système de gestion de la sécurité qui s'inscrit dans le système général de gestion de l'établissement. Ce système comporte les dispositions spécifiques relatives aux points listés dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié : organisation, formation, identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs, maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation, conception et gestion des modifications, gestion des situations d'urgence, surveillance des performances, audits et revues de direction.

## Article 6 - TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

### Chapitre 6.1 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

### Chapitre 6.2 - PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants:

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 03	emballages en bois
	17 04 05	fer et acier
	15 01 01	emballages en papier/carton
Déchets dangereux	10 03 08*	scories salines
	10 10 09*	poussières de filtration
	17 05 03*	gravats de fours
	19 08 10*	mélange de graisse et d'huile
	15 02 02*	absorbants, chiffons souillés
	11 01 11*	liquides aqueux de rinçage
	19 08 13*	boues de traitement des eaux usées industrielles
	11 01 05*	acides de décapage
	12 01 09*	émulsions et solutions d'usinage
	13 05 02*	boues provenant de séparateurs d'hydrocarbures

### Chapitre 6.3 - LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités liées à une activité normale mensuelle.

Le stockage des déchets d'aluminium (hors copeaux) s'effectue sur une aire dédiée de 14 850 m<sup>2</sup>, permettant de prévenir toute infiltration d'eaux dans les sols. Les déchets y sont identifiés.

Les conditions de stockage et de manipulation de l'aluminium doivent prévenir toute teneur en eau qui pourrait conduire à des introductions d'eau significatives dans le four et donner lieu à une vaporisation explosive dans les fours.

Le stockage des copeaux s'effectue dans des auges et des casiers, disposées sur un parc étanche couvert de 400 m<sup>2</sup> au minimum.

L'exploitant met en place les dispositions permettant de limiter les envois de poussières et le ruissellement de polluants associés aux stockages de ses déchets.

### Chapitre 6.4 - GESTION DES DÉCHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION

#### Article 6.4.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

L'installation est autorisée à traiter des copeaux d'usinage provenant de l'usine, de clients et de sous-traitants dans son four de dégrillage (F133) et refusion de copeaux (F132). La capacité de la ligne complète est de 1,5 tonnes par heure. Les dispositifs sont conçus de façon à ce que la taille des copeaux demeure suffisante en toutes circonstances. En particulier, toute forme pulvérulente de l'aluminium est proscrite.

#### Article 6.4.2 - DESCRIPTION DES DÉCHETS ENTRANTS

Les principaux déchets reçus sur le site lors du fonctionnement normal des installations sont les suivants :

	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Quantités admises
Déchets dangereux	16 03 03*: déchets d'origine minérale (lithium) 10 03 09*: crasses noires de seconde fusion	240 t/an 100 t/an
Déchets non dangereux	12 01 03: limailles et chutes de métaux non ferreux (aluminium) 12 01 03: limailles et chutes de métaux non ferreux (cuivre) 12 01 03: limailles et chutes de métaux non ferreux (magnésium) 12 01 03: limailles et chutes de métaux non ferreux (zinc) 17 04 02: déchets de démolition - aluminium 10 10 03: laitiers de fours de fonderie	50 000 t/an 1 500 t/an 300 t/an 300 t/an 3 000 t/an 400 t/an

Les déchets réceptionnés sur le site respectent le principe de proximité visé à l'article L.541-1 II du code de l'environnement.

### **Article 6.4.3 - DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

A l'exception des installations autorisées pour la valorisation en fonderie des déchets d'aluminium (chutes, copeaux, crasses), pour le traitement des déchets d'émulsions et pour le traitement des effluents issus du lavage des gaz des fours de maintien, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite, et en particulier le brûlage à l'air libre.

Les déchets d'aluminium admis en fonderie (à l'exception de ceux admis dans le four de grillage ou le four de refusion des copeaux) pour valorisation sont des chutes ou des rebuts de fabrication. Ces déchets doivent être propres, secs, non revêtus (peinture, huile, vernis...) et sont exempts de corps étrangers. Les déchets de fabrication interne revêtus d'un film plastique peuvent être introduits dans les fours de fusion à raison d'un maximum de 10 % de chutes revêtues pour une charge de four. Les corps creux sont interdits. Une procédure d'admission en valorisation fonderie des déchets d'aluminium est mise en place par l'exploitant.

## **Article 7 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES LIÉES À CERTAINES ACTIVITÉS**

### **Chapitre 7.1 - INSTALLATION DE STOCKAGE ET DE SOUTIRAGE DE CHLORE**

#### **Article 7.1.1 - Livraison, stockage et soutirage de chlore**

L'exploitant dispose de procédures d'accueil sur site du camion de livraison de chlore permettant des formalités administratives courtes, prévoyant une zone de stationnement temporaire sous surveillance et procédure d'arrivée sur zone de déchargement prioritaire. Le déchargement du chlore n'est autorisé que dans le local, avec les portes fermées.

### **Chapitre 7.2 - FONDERIE D'ALUMINIUM**

#### **Article 7.2.1 - Prévention des risques liés à la présence de métal**

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et notamment de poussières d'aluminium pouvant créer une atmosphère explosive. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Des inspections des installations destinées à prévenir les contacts eau / métal en fusion sont effectuées par du personnel qualifié et habilité, à des fréquences adaptées et définies par l'exploitant dans des consignes. Elles portent en particulier sur :

- la chaîne cinématique (descendeur, câbles, moteurs, réducteurs...)
- l'état de la toiture,
- l'étanchéité des fosses de coulées,
- les circuits de refroidissements, flexibles, tuyauteries, vannes...,
- les fosses des fours de maintien,
- circuits de gaz,
- l'état des réfractaires.

Les interventions de maintenance ou de contrôle à l'aplomb des puits de coulée sont interdites pendant les coulées.

### **Chapitre 7.3 - FOUR À BAIN DE SELS FONDUS ET STOCKAGE DE NITRATE DE SODIUM**

#### **Article 7.3.1 - Stockage et utilisation de nitrate de sodium**

La consommation totale d'eau du bac de trempe associé au four à bain de sel F71 comprend la consommation liée à la fonction de rinçage (limitée à 8 litres/m<sup>2</sup>) et à la fonction de trempe des tôles.

L'exploitant met en place tous les systèmes de contrôle de la température du bain ainsi que la surveillance de la déformation de la capacité. Des dispositions sont prises pour interdire toute entrée d'eau dans le four. L'exploitant informe l'inspection préalablement à toute opération de vidange du four.

Le stockage de nitrate de sodium est autorisé dans un local spécifique coupe-feu deux heures, en dehors des ateliers de fabrication.

## **Chapitre 7.4 - CHROMAGE DES CYLINDRES DE LAMINAGE**

### **Article 7.4.1 - Installation de chromage de cylindres de laminage**

Les installations de chromage des cylindres de laminage sont exploitées conformément à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant prévoit des dispositions pour prévenir tout risque de déversement dans le milieu naturel des eaux chromées, notamment lors d'un épisode d'inondation.

## **Chapitre 7.5 - STOCKAGE DE LITHIUM**

### **Article 7.5.1 - Conditions de stockage de lithium neuf**

Le lithium neuf est livré sous forme de lingots en sachets inertés sous argon de 8 kg, eux-mêmes conditionnés dans des fûts de 50 kg, en dehors de toute présence d'eau.

## **Article 8 - DISPOSITIONS FINALES**

### **CHAPITRE 8.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions .

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

En application des articles R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Chapitre 8.2 - OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS**

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (Monsieur le Préfet du Puy-de-Dôme) et au bénéficiaire de la décision (la société CONSTELLIUM ISSOIRE rue Yves Lamourdedieu, ZI des Listes, 63500 Issoire), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

## CHAPITRE 8.3 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de quatre mois.

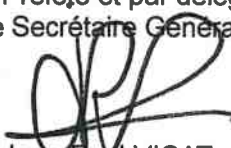
Le présent arrêté est notifié à la société CONSTELLIUM ISSOIRE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

## Chapitre 8.4 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, la Sous-préfète de l'arrondissement d'Issoire, le Directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire d'Issoire et au SDIS 63.

Clermont-Ferrand, le 31 MARS 2026

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Jean-Paul VICAT

### Voies et délais de recours

*En application des articles R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citovens.telerecours.fr/>*

**ANNEXE 1 : Informations sensibles**

**Communicable sur demande**

## ANNEXE 2 : Implantation des piézomètres



### ANNEXE 3 : PLAN DE MESURAGE DES NIVEAUX SONORES

